

Ecrit par le 13 février 2026

Face au Covid-19, Rhonéa tend la main à la filière viticole



Avec la crise sanitaire du Covid-19 qui perdure, Rhonéa renforce ses équipes 'Vignes et Vins' au sein de son collectif d'adhérents et propose son aide à l'ensemble de la filière viticole.

La crise sanitaire que traverse la France actuellement met de nombreux secteurs d'activité à l'arrêt et le monde viticole n'y échappe pas. Par solidarité envers les acteurs de la filière, Rhonéa a pris la décision de renforcer ses services et ses équipes au sein de son collectif d'adhérents et d'ouvrir son accompagnement à la filière viticole afin d'aider les domaines et les caves particulières de la région au sein des appellations couvertes par la coopérative : les crus Rasteau, Beaumes-de-Venise, Vacqueyras et Gigondas, les Côtes-du-Rhône Villages Visan et Sablet, ainsi que l'appellation Ventoux. « L'impact est majeur depuis le début de cette crise, de l'ordre de deux tiers d'activité en moins, précise Pascal Duconget, directeur général de Rhonéa. Les cafés, hôtels et restaurants sont fermés, les trois quarts des

Ecrit par le 13 février 2026

exportations sont à l'arrêt tout comme les magasins de vente directe aux particuliers. C'est une situation très difficile pour les acteurs de la filière qui subissent pour la plupart une perte de 50 à 60 % de chiffre d'affaires. »

« Tendre vers de nouveaux modèles de coopération »

Aussi, jusqu'à la fin de la période de confinement, Rhonéa met à disposition des différents syndicats d'appellation ses données techniques et ses conseils vignobles (données météo, relevés vignobles, recommandations techniques et autres outils d'aide à la décision) et propose l'intervention de ses services techniques certifiés auprès des domaines qui en émettront le besoin. Et pour les vignerons indépendants, Rhonéa propose une prestation de mise en bouteille de leurs vins pour ceux qui n'arriveraient plus à le faire. « Il Faudra plusieurs mois voire une année entière pour que la situation revienne plus ou moins à la normale, souligne Pascal Duconget. Cette crise que nous traversons nous montre qu'il faudra peut-être tendre vers de nouveaux modèles de coopération en local, plus ouverts et flexibles. Il faudra aussi certainement revoir nos modèles de distribution. C'est une situation compliquée et inédite qui va nous demander plus d'agilité et de solidarité dans les mois et les années à venir. » Acteur régional prépondérant dans le Vaucluse et la Drôme provençale, Rhonéa rassemble 388 exploitations familiales et 2 900 hectares de vignoble pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 52 M€.

Abstention record et prime aux sortants

Ecrit par le 13 février 2026



Le Vaucluse, victime du coronavirus, est leader de l'abstention dans toute la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur avec un score inédit : 54,31%. Seulement 185 680 citoyens sur 406 405 inscrits se sont rendus dans leur bureau de vote... soit une chute de la participation de 22,35% par rapport à 2014. A Avignon, la socialiste Cécile Helle tire son épingle du jeu, elle sort en tête de ce 1er tour avec 34,47% des voix, devant la frontiste Anne-Sophie Rigault (21,53%) alors qu'en 2014, c'est le FN Philippe Lottiaux qui était en pôle-position avec 14 voix d'avance sur elle. Troisième, l'écologiste Jean-Pierre Cervantès (15,56%), quant au LR Michel Bissière il recueille 11,45% des suffrages, on aura donc une quadrangulaire dimanche prochain, si le second tour des élections est maintenu.

■ Le RN stagne

Autre quadrangulaire, à Orange où, pour la première fois, le maire Ligue du Sud toujours réélu au 1er tour doit repasser devant les urnes pour entamer un 5e mandat. Il a totalisé 47,56% des voix, dans un mouchoir de poche se trouvent ensuite Carole Norman (DVC) avec 14,38%, la communiste Fabienne Haloui 13,80% et le RN Xavier Magnin (13,42%), ancien chef de cabinet de Jacques Bompard puis de Joris Hébrard au Pontet. Justement, le maire sortant du Pontet est réélu dès le 1er tour avec 57,21% des bulletins en sa faveur, devant ses habituels opposants : Jean-Firmin Bardisa DVD 23,05% et Caroline Grelet-Joly (LR) 14,55%.

Comme à Avignon, à Carpentras, l'ex-fief de Marion Maréchal, un socialiste vire en tête du 1er tour, le

Ecrit par le 13 février 2026

maire sortant Serge Andrieu (35,85%) et le général Bertrand de la Chesnais arrive en 2e position avec 30,89%. L'extrême droite qui se classe 2e également à Cavaillon : Bénédicte Auzanot (22,87%), derrière le maire sortant LR, Gérard Daudet (39,02%). Mais on pourrait là aussi assister à une quadrangulaire puisque deux autres candidats ont remporté plus de 10% de votes, Jean-Pierre Peyrard (DVD 14,99%) et le REM Benoît Mathieu (13,34%). Si Monsieur Bompard doit affronter un 2nd tour à Orange, à Bollène, Madame Marie-Claude Bompard devance de seulement 3 voix le socialiste Anthony Zilio (2011 contre 2008), c'est le communiste Daniel Barrière (10,58%) qui sera le juge de paix du second tour.

■ Maires réélus haut la main

La prime aux sortants joue à fond pour une cinquantaine de maires de Vaucluse réélus haut la main dès le 1er tour. Avec un score-fleuve pour Claude Avril à Châteauneuf- du-Pape : 83,56% ! Patrick Adrien à Valréas (76,96%), Gilles Vève à Saint-Didier (76,58%), Thierry Lagneau à Sorgues (75,56%), Philippe de Beauregard à Camaret (70,22%), Alain Ferretti à Grambois (73,13%), Christian Mounier à Cheval-Blanc (84,29 %), Jean- François Lovisolo, président de l'association des maires de Vaucluse à la Tour-d'Aigues (74,62%), Joël Guin à Vedène (63,06%), Jean- François Périlhou à Vaison-la- Romaine (61,83%), Roger Pellenc à Pertuis (54,62%), Louis Driey à Piolenc (55,49%), Pierre Gonzalvez à l'Isle-sur-la-Sorgue (52,95%), Gérard Borgo à Loriol-du-Comtat (68,87%) et Christian Gros, le bâtisseur de Monteux (54,18%).

Dans des communes plus petites, les électeurs ont reconduit leur maire, Francis Fargue à Lioux, Didier Pérello à Goult, Marie-Josée Aunave à Violès, Christian Peyron à Mondragon, Gisèle Bonnelly à Roussillon. Sont en ballotage favorable la LR Dominique Santoni à Apt ou le communiste Guy Moureau à Entraigues. A Bédarrides où le docteur Christian Tort ne s'est pas représenté, on assiste au retour de Joël Sérafini (DVG) avec 39,20% des suffrages, derrière Jean Bérard (DVD) 45,86%.

■ Les surprises et la panne de LREM

Trois surprises, d'abord à Bédoin où le maire sortant, Luc Reynard n'obtient que 36,97% des suffrages face à Alain Constant (45,86%). Ensuite à Morières où le maire sortant Joël Granier finit en 3e position (24,61%), derrière le DVD Grégoire Souque (45,94%) et la divers gauche Annie Dubois (29,45%). Et, surtout, le revers cinglant du président du Conseil départemental, Maurice Chabert dans la ville où il a été maire de 1983 à 2015, Gordes. Il n'a recueilli que 24,36% des votants, face à l'ancien leader des jeunes UMP, Richard Kitaeff (75,64%) qui revient donc au pouvoir. Malgré une participation en berne,

Ecrit par le 13 février 2026

certaines communes ont la palme du civisme : à Jonquerettes 100% des 448 voix se sont portées sur Daniel Bellegarde, à Buoux une seule abstention sur 101 inscrits, à Monieux 91,92% de participation, à Brantes 84,43% et à La Roque-Alric 78,87%.

Autre constat, la panne de la République en Marche, le parti du président Macron, qui ne totalise que 2 821 voix en Vaucluse sur 186 000 votants (soit 0,93% des inscrits).

Quand le Vaucluse tient salon à Paris



Le Salon International agricole de Paris, vitrine de l'excellence des produits du terroir vauclusien. « La preuve : 316 médailles glanées la semaine dernière au concours général 2020 », se félicite le président du Conseil départemental, Maurice Chabert. 137 d'or, 124 d'argent, 55 de bronze qui récompensent les viticulteurs, arboriculteurs, lavandiculteurs, oléiculteurs, apiculteurs ou éleveurs vauclusiens pour leur savoir-faire.

Porte de Versailles, Hall 3, dans les 70 m² du stand commun au Département et à la

Ecrit par le 13 février 2026

Chambre d'agriculture, décorés façon 'Epicerie gourmande', trônent sur les étagères les produits représentatifs de la richesse de l'agriculture vauclusienne : huiles d'olive, vins, nougats, sirops, truffes, chocolats, fruits confits, berlingots, épeautre, miels, bières artisanales, charcuteries, ratatouilles, sauces, jus de fruits et confitures.

On y trouve même du jus de grenade bio de Malaucène ('Grenaddict'), concocté par le jeune Damien Arnaud qui a reçu le label HVE (Haute valeur environnementale) des mains de Renaud Muselier, président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ou encore du safran cultivé sur une parcelle de 1 200 m² à Monteux par Ludwig Hauwelle. Patiemment, il en a récolté à la main, brin par brin, 400 grammes, l'an dernier, et les vend 30€ le gramme, aussi cher que l'or « mais il suffit de quelques filaments plongés dans de l'eau tiède pour qu'ils livrent toute leur puissance, en saveur et en couleur pour un rizotto ou une bouillabaisse », explique-t-il.

Renaud Muselier a aussi profité de l'événement pour saluer les paysans : « Vous êtes de vrais chefs d'entreprise, vous créez de l'emploi, de la richesse. Cette agriculture d'exception, c'est vous qui la construisez. » Pour conforter cet axe majeur de sa politique, le président de la Région préconise une préservation du foncier agricole et des ressources en eau, une extension des circuits courts, la vente directe des produits, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la transmission du savoir-faire paysan, le soutien au développement de l'agriculture HVE.

■ Le verger de la France

Le Vaucluse est le premier département agricole de la Région Sud avec 12 700 emplois, 5 210 exploitations, plus d'un 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. Il est leader national pour la cerise, le raisin de table, l'essence de lavande et l'ail, deuxième pour la pomme ('Golden' et 'Granny Smith'), la poire ('Guyot'), la figue et le melon sous serre, troisième en France pour la fraise ou la pastèque. La viticulture (50 900 hectares et 1,7 million d'hectolitres) est la 1^{re} spécialisation du département avec 3 080 exploitations, soit 60% de la région (alors que la moyenne est de 32%). Dernier coup de chapeau : l'agriculture bio où le Vaucluse figure en 5^e position des départements métropolitains avec 20 900 hectares certifiés.

« Plus des 2/3 des exploitations bénéficient d'un signe officiel de qualité, que ce soit AOC (Appellation d'origine contrôlée) ou IGP (Identité géographique protégée), précise Gorgia Lambertin, présidente de la Chambre d'agriculture 84. Ce salon est l'occasion de mettre en lumière le travail des agriculteurs avec des cahiers des charges très stricts pour sécuriser la santé des consommateurs. Ail de Piolenc, cerise des Monts de Venasque, fraise de Carpentras, lavande du plateau de Sault, melon de Cavaillon, pomme de terre de Pertuis. »

Ecrit par le 13 février 2026

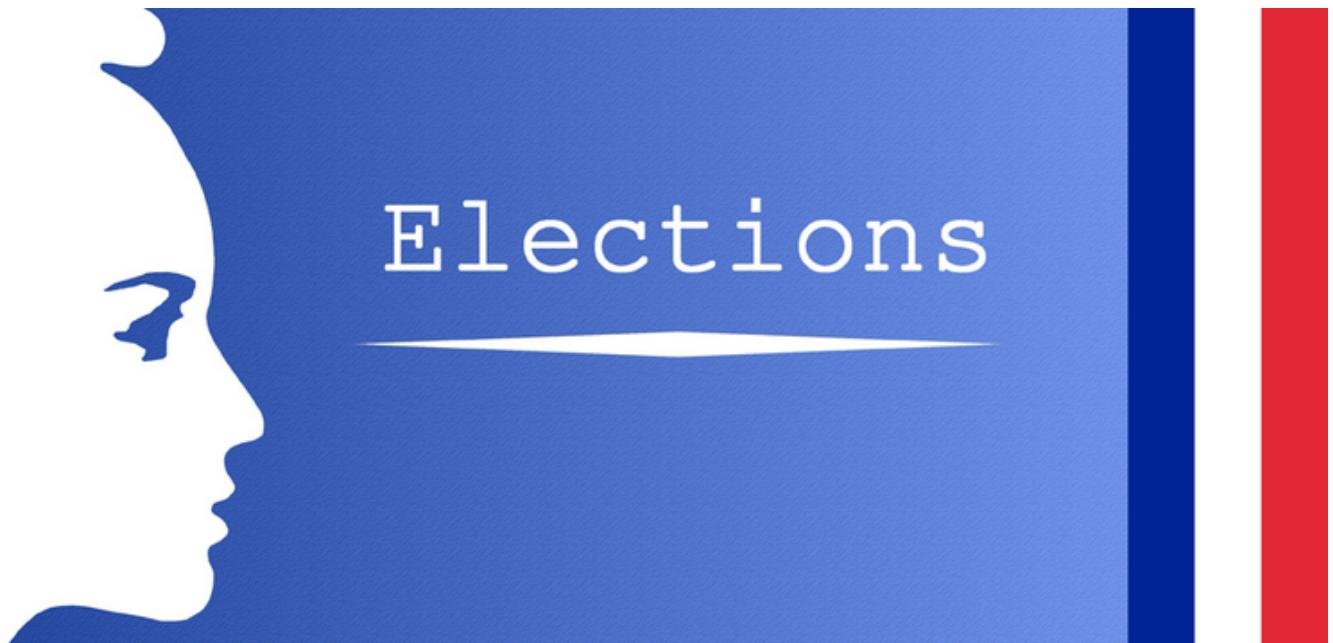
La Région ambitionne aussi de créer une 'Baguette du Sud' face à la concurrence des chaînes industrielles et terminaux de cuisson. Elle a négocié avec les artisans-boulanger un projet de baguette '100% made in Région Sud'. Tout un réseau de coopératives céréalières et de moulins travailleront en synergie pour proposer aux consommateurs 60 millions de baguettes en 2023.

■ Plaidoyer contre 'l'agri-bashing'

Des consommateurs qui, selon un sondage cité par le sociologue de La Tour d'Aigues, Jean Viard, dans son livre 'Le sacre de la terre' (Editions de l'Aube), sont « 88% à aimer leurs paysans, mais 51% à les trouver pollueurs ». Autre paradoxe, soulevé par la géographe Sylvie Brunel dans sa dernière publication 'Pourquoi les paysans vont sauver le monde' (chez Buchet-Chastel) : « Les agriculteurs sont traités d'empoisonneurs mais, à l'orée de 2050, nous serons 10 milliards d'humains sur terre. Or, on a tendance à oublier que notre agriculture saine, contrôlée, performante et traçable préserve notre alimentation. Nous devons respecter les paysans, leur labeur, les accompagner dans la nécessaire évolution de leur métier et mieux les rémunérer pour qu'ils aient une vie digne. » Bref, un plaidoyer contre 'l'agri-bashing' comme le montrent les allées bondées du 57e Salon international de l'agriculture à Paris.

Les listes de candidats des communes de plus de 1000 habitants dans le Vaucluse

Ecrit par le 13 février 2026



Vous trouverez avec ce lien, l'intégralité des listes de candidats des communes de 1 000 habitants et plus du département de Vaucluse pour les élections municipales et communautaires du 15 et 22 mars 2020.

[Consultez les listes !](#)

Plus de 200 structures d'enseignement artistique

Ecrit par le 13 février 2026

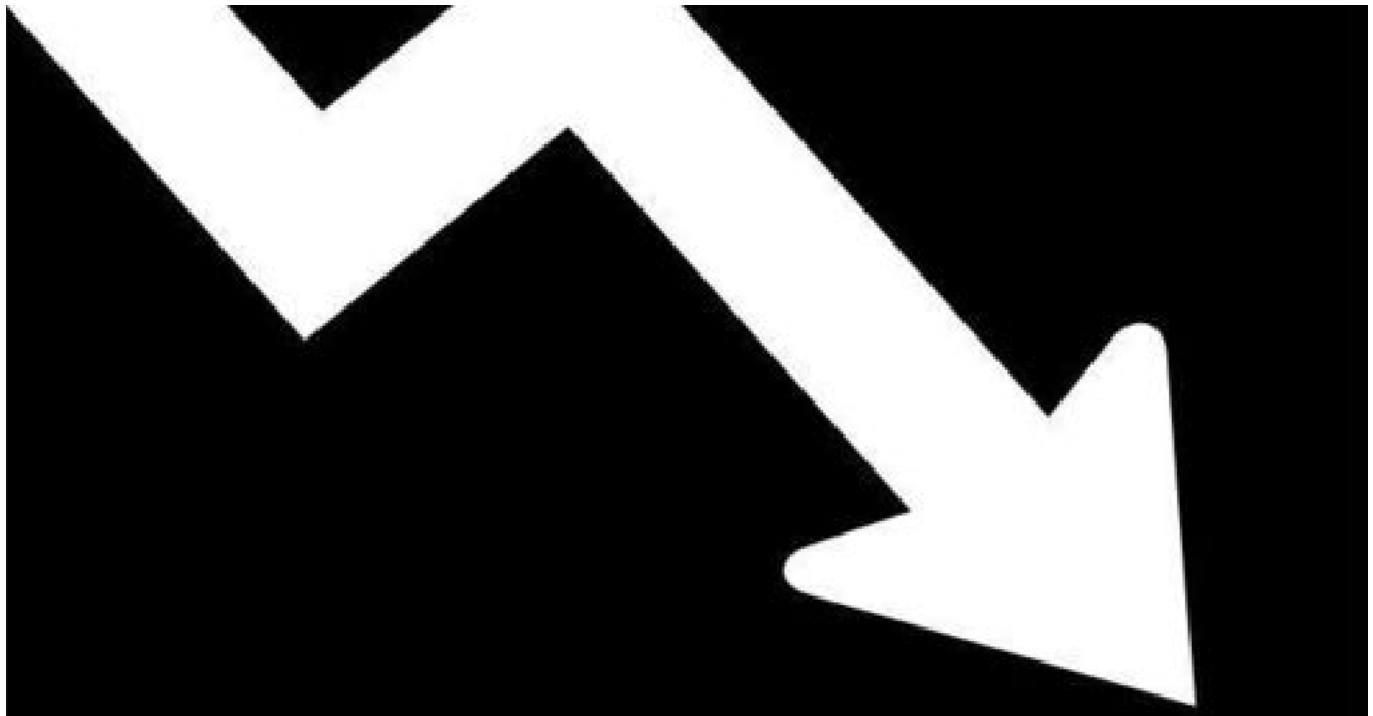


Le Vaucluse compte plus de 200 structures dispensant un enseignement artistique. C'est à Avignon, l'Isle-sur-la-Sorgue et Orange que l'on en trouve le plus grand nombre. Parmi elles, figurent 5 conservatoires labellisés par l'Etat comprenant un conservatoire à rayonnement régional qui propose les enseignements de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Ce dernier, situé à Avignon et au Pontet, est associé à 8 écoles (4 en Vaucluse et 4 dans le Gard). Les autres établissements labellisés sont un conservatoire à rayonnement intercommunal à Apt et 3 conservatoires à rayonnement communal à Carpentras (musique et danse), Cavaillon (musique) et Orange (musique et art dramatique).

Par ailleurs, on dénombre aussi 9 écoles gérées par des collectivités dont 6 écoles municipales à Bédarrides, Bollène, l'Isle-sur-la-Sorgue, Mondragon, Pertuis (musique) et Sorgues (musique et danse) ainsi que 2 écoles intercommunales à Lapalud et Vaison-la-Romaine (musique et danse) et 1 école départementale située au Thor (musique et danse). A cela s'ajoutent près de 200 associations pouvant être soit spécialisées dans l'enseignement d'un domaine artistique, soit des structures socio- culturelles dispensant plusieurs activités sportives ou plastiques, comme les foyers ruraux ou les MJC (Maisons des jeunes et de la culture).

Ecrit par le 13 février 2026

Quelle baisse d'impôt pour les Vauclusiens?



Suite à la baisse du barème de l'impôt sur le revenu votée dans la loi de finances pour 2020, 17 millions de foyers fiscaux français sont concernés par cette décision du gouvernement. Par ailleurs, avec la mise en place du prélèvement à la source, cette baisse est applicable dès janvier, alors qu'elle ne l'aurait été qu'en 2021 avec l'ancien système.

En Vaucluse, **130 000 foyers sur les 140 000 imposables** du département vont bénéficier de cette baisse estimée en moyenne pour ces derniers à **299€** par ménages.

Le Vaucluse vaut 397 milliards d'euros

Ecrit par le 13 février 2026



La valeur du Vaucluse est évaluée à 397 milliards d'euros*. Cette estimation basée sur la méthodologie d'appréciation de la richesse de la Banque mondiale enrichie de celle de '[Thésaurus capital immatériel](#)', le référentiel français de mesure des actifs immatériels, décompose cette évaluation en valeur immatérielle et valeur matérielle. L'évaluation financière des actifs s'appuie notamment sur le coût de remplacement, ou le coût historique de chaque actif, selon les cas. Dans le détail, le capital humain du département est estimé à 182 milliards d'euros. Arrivent ensuite le patrimoine naturel, dont la valeur s'élève à 106 milliards d'euros, ainsi que le capital structurel et construit (41 milliards d'euros). Derrière, nous trouvons le capital 'Marque' (37 milliards d'euros), 'Organisation' (21 milliards d'euros), 'Culturel' (11 milliards d'euros), 'Savoir' (6 milliards d'euros) et 'Partenaires' (2 milliards d'euros) : soit 406 milliards d'euros. A cela, il faut déduire plus de 8 milliards d'euros d'avoirs nets étrangers pour atteindre 397 milliards d'euros.

Ecrit par le 13 février 2026

L'Echo du Mardi N°3899 du 28 janvier 2020



Cette semaine !

LE DOSSIER

[**Brun de Vian-Tiran**](#) / 1er transformateur de laine de France

ACTUALITÉ

[**Vaucluse**](#) / Ses habitants valent 182 milliards d'euros

POLITIQUE & TERRITOIRE

[**Entraigues-sur-la-Sorgue**](#) / [Sorenis](#) promeut l'habitat intergénérationnel ?

Ecrit par le 13 février 2026

ÉCONOMIE

[Aptunion](#) / Le confiseur investit 12M d'euros

CULTURE

Les [rendez-vous culture](#) et loisirs

JURIDIQUES

[Annonces légales](#) et Appel d'offres

Pour en savoir plus, [abonnez-vous](#) à l'Echo du Mardi!

La fin du village ?

Ecrit par le 13 février 2026



Tout se mondialise, tout s'urbanise mais le village s'éternise dans l'imaginaire des français entre mythes et réalités. Comment cette ruralité dont on nous parle lorsqu'elle perd ses écoles, ses commerces et ses habitants s'organise-t-elle pour proposer un projet de vie en commun ? Brantes, Crillon-le-Brave et Villes-sur-Auzon : trois exemples vauclusiens qui soulignent les enjeux humains et territoriaux des stratégies de survie et d'attractivité de « smart villages »...

1h15 d'Avignon, voici Brantes et son paysage escarpé qui se déploie. « Au premier plan, on voit les oliviers et amandiers, plus haut les lavandes, puis les pins et enfin le sommet rocheux et abrupte de la face nord du mont Ventoux ». Ainsi croqué par son maire, le village est une carte postale.

Roland Ruegg approuve. « Nous avons un paradis devant les yeux ». Mais que faire pour qu'il ne nous passe pas sous le nez ? Brantes a essuyé une attaque de loup, fin mars. Trois brebis en ont fait les frais. Nous voilà ainsi dans une vraie ruralité où l'homme est face à la nature. Au plus haut, Brantes compte près de 500 habitants (1835) et, au plus bas, environ 60 dans les années 1990. « Depuis, nous avons regagné des habitants. La population hivernale est actuellement de 90 personnes. Et elle triple en été, sachant que 60% de notre parc immobilier est maintenant composé de résidences secondaires ».

Pas de heurts entre ces populations, même si le prix des terrains à bâtir est attractif pour les

Ecrit par le 13 février 2026

ressortissants de l'Europe du Nord. « Une partie de notre identité change, mais nous conservons une vraie structure villageoise au sein d'une nature sauvage qui amène des projets ». Une bergère s'est installée, une bière de Brantes a vu le jour cette année grâce à un citoyen de sa Majesté. Et puis il y a toujours, dans le fil de la tradition, potier, faïencier, ferronnier. On voudrait aussi permettre à d'autres artisans de s'installer. Un élevage de chèvres serait le bienvenu. Le loup complique la viabilité économique du projet, parce qu'il faut traire matin et soir et de surcroît garder un œil attentif sur le troupeau. Mais le loup est aussi un indéniable « label d'authenticité » dans un village où les estivants restent souvent le nez collé à leurs portables. On est donc entrés dans l'ère du « en même temps ». Un véritable défi pour les élus et acteurs des espaces ruraux, qui ont un rapport affectif avec leur territoire.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accès des services au public : où en est-on ?

Un millier de personnes a répondu à une enquête du Conseil départemental de Vaucluse visant à identifier les difficultés de la population vauclusienne en matière d'accès aux services jugés essentiels pour la vie quotidienne de tous. Un diagnostic a été dressé, contribuant à proposer des solutions pour les territoires et un plan de mutualisation dans le cadre d'un Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP) voulu par la loi (août 2015) et présenté en mars 2018.

■ Que disent les citoyens ?

Plus de 40% pensent que les pharmacies, boulangeries, alimentations, écoles et stations-services sont très accessibles.

80% des usagers utilisent un véhicule motorisé pour accéder aux services dont ils ont besoin. Le temps d'accès moyen à un pôle de service

est de moins de trois minutes, contre 7, selon la « norme acceptable ». Pour une personne sur deux, le coût d'accès aux services publics ou privés dans la vie quotidienne représente une contrainte.

■ Que propose ce Schéma ?

- Une garantie d'accès aux droits sociaux pour les publics fragiles, l'accompagnement des personnes âgées et handicapées.
- L'assurance d'une couverture numérique adaptée aux usages des populations.
- Développer une offre de mobilité en lien avec le besoin d'accessibilité des services au public.
- Maintenir une offre de santé de proximité, notamment avec les maisons de santé pluridisciplinaires.

Comment sauver les meubles ?

Pour préserver l'attractivité d'un territoire, il s'agit non seulement d'être combatif, mais innovant.

Fin 2016, Roland Ruegg apprend que 16 classes vont être fermées dans le Vaucluse et que sa commune, en zone rurale de montagne, va perdre sa classe unique. C'est un drame. Sans enfants, pas d'avenir. « Nous avons obtenu le soutien d'autres maires du département et de sénateurs pour garder l'école. L'année prochaine nous aurons 12 enfants, dont la moitié en maternelle. Nous sommes rassurés. L'annonce d'un début de scolarité obligatoire à 3 ans est un gage de pérennité ». Un pur ballon d'oxygène dans cette ruralité qui cherche à se réinventer. Car il ne suffit pas de sauver les meubles, encore faut-il une stratégie.

En l'occurrence permettre à des jeunes parents de s'installer sans compromettre le cachet du village. Eh oui, on est loin d'être dans le désert !

Les espaces naturels couvrent 90% de l'arrière-pays vauclusien qui gagne de la population au rythme de 1 % par an depuis le début de la décennie, un peu moins de 0,5% sur l'intercommunalité de Brantes. Autour de ce nid d'aigle à l'habitat ramassé, le risque de sacrifier de trop rares terres arables ou de

Ecrit par le 13 février 2026

pâture est bien réel. « C'est toujours au moment du vote du PLU que l'on perd des voix », constate Roland Ruegg dont la commune est rattachée à une zone « Natura 2000 » et au Ventoux, réserve de biosphère pour l'Unesco.

Un atout pour empêcher l'artificialisation du paysage et la fin du village. C'est ce qui a failli arriver à Crillon-le-Brave, à une dizaine de kilomètres de Carpentras et à 25 minutes du bassin d'emploi d'Avignon. Une vue splendide cette fois située au pied versant sud du Géant de Provence et des dentelles de Montmirail qui lui vaut la présence d'un Relais et Château et une heureuse restauration du cœur du village.

Zéro commerce en 2010 : la grande distribution a tout pompé. Guy Girard est furieux contre ce système de désertification. « Comment faire revenir la vie dans le village ? On a d'abord préempté une propriété pour permettre l'installation d'un Bistrot de pays. Les gens ont joué le jeu. Mais on faisait aussi le constat d'une offre privée qui ne pouvait pas se développer ». Trop de saisonnalité, un rendement aléatoire, des retours sur investissements à planifier à très long terme : « les gens préféraient investir au cœur des zones de chalandise même s'il ne s'y passe vraiment pas grand-chose en dehors des transactions commerciales », tance M.Girard.

Impossible de lutter ? Non, car Crillon amorce son essor démographique au rythme de 5% par an. En 2014, la mairie achète une maison de village en plein centre. Elle veut créer un « four à bois » traditionnel, instrument par excellence d'une convivialité villageoise à retrouver de toute urgence...

Ce sera une boulangerie. Mais pas n'importe laquelle. La mairie met 250 000 euros sur la table. Pétrin à bras plongeants, four biomasse à sole tournante - le premier du Vaucluse - le projet prévoit un équipement très qualitatif « quatre à cinq fois plus onéreux » que pour une boulangerie ordinaire. Et un logement au dessus du local. Le tout pour 600 euros de loyer par mois et un investissement de 15 000 euros pour le professionnel. « On a reçu 30 candidatures ! Il faut dire que les banques ne sont pas tendres avec les métiers de bouche. Il faut pour obtenir un crédit de 200 000 euros et une ligne de trésorerie présenter 300 000 euros de garanties », peste Guy Girard. Plus d'un quart des 150 communes du Vaucluse n'ont plus de boulangeries. Celle de Crillon-le-Brave (600 habitants) ouvre pourtant en juillet 2017. « Ca fonctionne très bien avec un très beau chiffre d'affaires et un succès qui va bien au-delà de la commune », s'enflamme le maire qui enchaîne sur la création d'une petite épicerie. « Partis de zéro, le village répond à l'attente de convivialité et de rencontre des habitants et nouveaux venus ». Pas moins de 40 constructions en neuf et en résidence principale sur le feu et une petite population de télétravailleurs qui pointe le nez : Crillon fait figure d'exemple, celui d'un « bourg centre » qui offre une vraie « qualité de vie » au plus près des pôles d'emploi et de services urbains. Une stratégie qui marche. Le maire a été réélu, en 2014, avec 80% des voix.

Ecrit par le 13 février 2026

La Région veut bosser avec ses maires

Les outils de financement des communes ont été « revus et modernisés ». Pour les présenter, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a organisé la première convention annuelle des maires du territoire à Marseille en faisant la promotion du 'plan climat' et des subsides européens.

Se servir de la région comme « bras armé du développement des territoires », voilà la proposition de Renaud Muselier faite au millier de maires élus par les 5 millions d'habitants de notre région. L'idée est de créer une convention annuelle pour renforcer les échanges avec ces élus dont la commune semble être le cadre idéal du lien et de l'action politique contemporaine, plébiscité par les deux tiers des citoyens. Un vrai levier pour mettre en avant le rôle d'accompagnateur du développement de l'institution régionale qui s'appuie sur le fonds régional d'aménagement du territoire (Frat) doté de 8M€ par an, au service de toutes les communes régionales portant un projet d'aménagement ou d'équipement.

Chaque année, celles-ci peuvent déposer un dossier (au plus tard le 30 juin) pour prétendre à 200 000€ de financement par le Conseil régional ; les communes de moins de 1 250 habitants ayant droit à un second projet financé à hauteur de 12 000€. Chaque projet est subventionné à hauteur de 30% du maximum de la dépense prévue pour le foncier et le bâti public mais aussi pour établir des commerces ou des 'Bistrots de pays'.

En février 2015, un autre dispositif, le Contrat régional d'équilibre territorial (Cret) avait également permis sur la période 2015-2017 de proposer 400M€ au service de l'aménagement du territoire dont une enveloppe financière vauclusienne d'une trentaine de millions : 14M€ (Grand Avignon), 8,1M€ (Ventoux) et 7,7M€ (Luberon).

■ Déjà 749 communes accompagnées

« Grâce à ces deux outils, nous avons ainsi pu accompagner plus de 749 communes sur les 961 que compte notre territoire », souligne Renaud Muselier dont le nouveau combat est le 'Plan climat' de 370M€ qui permettra à Provence-Alpes-Côte d'Azur de devenir la première région d'Europe à appliquer les accords de la 'COP 21' s'agissant des bâtiments durables, du développement des énergies renouvelables, de l'amélioration de la gestion des déchets et de la préservation de la biodiversité. Autant de projets locaux qui s'articulent bien avec un cadre européen favorable au développement durable.

Et le président de la Région de se féliciter d'avoir déjà atteint et dépassé l'objectif de 2 milliards d'euros de fonds européens à horizon 2021 qui avait été fixé au début de la mandature. Avant d'inviter l'ensemble des maires à s'y intéresser. Et notamment ceux du Vaucluse où 200M€ ont pu être investis grâce à cette mobilisation inattendue de subsides européens.

H.T.

Cesser de croire à une érosion inéluctable

Dernier exemple, celui de Villes-sur-Auzon (1350 habitants), première commune du Vaucluse à reprendre une station service de distribution de carburant en régie municipale. La problématique est au cœur de l'élection municipale de 2014, gagnée par Frédéric Rouet, promoteur de l'initiative de la dernière chance car la station, ayant été rachetée par la municipalité dans les années 90, n'avait plus de gérant depuis un an.

Ecrit par le 13 février 2026

L'affaire est pliée en quatre mois. Le temps d'une mise aux normes et d'un complète automatisation pour 70 000 euros, dont 12 000 sont pris en charge par une subvention du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac). Située sur l'axe Carpentras - Sault, la pompe fait le plein. « Entre 500 000 et 700 000 euros de chiffres d'affaires qui vont dans nos caisses. Depuis quatre ans, nous n'avons plus besoin des banques pour financer notre ligne de trésorerie. Nous faisons aussi un bénéfice (40 000 euros en 2015) bien utile pour compenser les baisses de dotations» qui, pour la première fois depuis huit ans, se sont stabilisées en 2018 selon le Président de la République. « Malgré l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement, 22 000 communes, dont de nombreuses petites villes, subissent en 2018 une baisse de leur dotation forfaitaire», tempère l'Association des petites villes de France.

La mairie n'est pas trop gourmande : entre 10 et 13 centimes de marge au litre. Mais l'automobiliste s'épargne un trajet d'une dizaine de kilomètres aller simple pour s'approvisionner à meilleur prix. « C'est un élément important qui conforte aussi l'attractivité du village doté d'une cave coopérative, de quatre restaurants, une petite vingtaine de commerces et un camping», ajoute le maire qui continue sur cette politique de service.

« En octobre dernier, nous avons inauguré notre agence postale communale qui fonctionne 6j/7 et 25 heures par semaine au sein de la mairie, soit le double de ce que proposait le groupe La Posta avant son départ de la commune. Nous proposons les mêmes services, mais des retraits d'argent plafonnés à 350 euros par semaine. Les gens ont l'air contents », estime l'édile qui bénéficie d'une aide du groupe La Poste d'environ 1100 euros par poste. « On a aussi repris les anciens locaux de La Poste (120 m²) pour y créer deux cabinets médicaux de généralistes. Nous finalisons un accord avec un jeune en fin d'études présenté par notre praticien actuel. Il pourra s'installer dans notre village qui représente un potentiel de 2000 patients. »

Il faut donc cesser de croire à une érosion inéluctable précipitant la disparition de notre terroir. On voit bien que des stratégies se mettent en place et qu'il ne faut plus tout attendre de la puissance publique.

Dès 2015, les « maisons de service public » ont été remplacées par des Maisons de service *au public* (voir encadré) regroupent missionnaires de service publics relevant de l'Etat, des collectivités ou de l'Administration et opérateurs de services privés (commerces alimentaires, bureau de tabac, etc.). L'offre de service globale, sur mesure, peut être organisée sous un même toit ou de manière itinérante ou encore selon des modes d'accès dématérialisés. Il en existe 8 en Vaucluse (un millier en France) : Mérindol (2016), Sablet, Maubec, Cucuron, la Bastide-des-Jourdans, Sault, Mormoiron et Carpentras.

Les implantations postales sont souvent les plateformes de cette mutualisation de moyens humains, physiques et numériques comme à Mormoiron, à quelques encabluures de Villes-sur-Auzon. La Poste accueille depuis mi-avril des permanences de la Direction départementale des Finances Publiques de Vaucluse durant les campagnes de déclaration et de paiement des impôts. C'est utile et ça concerne les 12 000 contribuables qui relevaient de la perception de Mormoiron. Pour le reste, il faudra compter sur le numérique...

Ecrit par le 13 février 2026



Vers un recul de la Poste ?

Face au risque de fermeture d'une quarantaine de bureaux de Poste dans le département, le Conseil départemental de Vaucluse a voté, en juillet 2017, une motion « relative au maintien des services publics de la Poste sur le département ». En effet, dans le cadre de l'adaptation de son réseau aux évolutions techniques et économiques, la Poste envisage des fermetures sèches, des réductions d'horaires d'ouverture ou des transformations de bureaux de plein exercice en 'Point de contact' pour 4 000 bureaux d'ici 2020 sur l'ensemble du territoire national. Demandant en réaction un moratoire sur tous les projets de fermeture ou de changement, le Département « souhaite que les bureaux de Poste de plein exercice soient maintenus sur le territoire avec un personnel suffisant pour assurer le service public 6 jours sur 7. Les services publics de proximité sont au cœur du pacte républicain et de la cohésion de notre société, insiste le Conseil départemental de Vaucluse qui rappelle que, historiquement, la Poste est, avec les mairies, le service public de proximité auquel les usagers sont le plus attachés. » Craignant que ces restructurations ne répondent aux besoins des usagers du service public dans leur diversité, qu'ils soient précaires, actifs, personnes âgées, en situation de handicap, le Département estime que la Poste « ne peut ainsi reléguer au second plan ses missions de service public ».

Vers un écosystème digital rural ?

On a tous pleuré à chaudes larmes sur la disparition des cabines téléphoniques, bien qu'horriblement chères. Qui sait aujourd'hui que l'Union Européenne ouvre en mai 2018 les inscriptions de la première des quatre vagues du programme « Wifi4EU » qui apportera un financement de 15 000 € aux communes rurales candidates pour installer dans un lieu public un accès wifi gratuit ? 1000 communes seront retenues selon le principe premier arrivé, premier servi.

Ecrit par le 13 février 2026

Les touristes de Brantes pourraient ainsi dévorer leur ration quotidienne de « méga-octects » via portables et tablettes. Mais les villageois pourraient aussi y trouver leur compte, comme le démontre « Ruralitic », un forum national qui œuvre afin d'aider et de conseiller les agglomérations rurales qui ont décidé de se tourner vers le numérique. Soutenu par des partenaires de premier plan (Caisse des Dépôts, Orange, SFR, Nokia ou encore Enedis) et plus de 150 élus, cette vitrine propose des solutions pour mieux connecter les habitants entre eux et leur permettre déclencher de nombreux projets numériques participatifs que ce soit en matière d'économie, de santé, ou d'accès à l'éducation.

Un « smart village » où l'on gère mieux en commun les ressources dans le cadre d'un projet d'avenir.

H.T.

Ces services qui disparaissent et ceux qui reviennent

Violès

Cela fait 3 ans qu'élus, commerçants et habitants se mobilisent pour la remise en fonction de l'unique Distributeur automatique de billets (Dab) du village forcé à la voiture bâlier en avril 2015. Malgré les pétitions (près de 1 100 personnes sur 1 649 habitants!), le Crédit agricole fait toujours la sourde oreille arguant l'insécurité qui règne à Violès en prétextant plusieurs cas de vandalisme ces dernières années.

Vedène

Le 30 avril 2015, l'unique station-service du centre-ville ferme ses portes. Elle laissera la place à un programme immobilier de logement.

Sivergues

Mai 2016, Gisèle Martin, maire de Sivergues pousse un coup de gueule contre l'isolement téléphonique de la quarantaine d'habitants de sa commune. Pas d'antenne-relais alors que le village fait partie des 268 communes recensées par le programme national de résorption des zones blanches. Pire même, les lignes fixes aériennes sont parfois coupées jusqu'à 15 jours avant que l'opérateur n'intervienne. C'est pour cette raison que le village s'est mobilisé afin de conserver son unique cabine téléphonique qui devrait disparaître dans le cadre de la suppression par Orange des dernières cabines encore en fonction en France (voir encadré ci-contre). Des difficultés également rencontrées par le village voisin de Buoux. Les deux communes devraient cependant conserver leur cabine quelques mois de plus, histoire qu'Orange trouve enfin une solution.

Gigondas

Le bureau de Poste a fermé ses portes le 28 février 2017. Depuis, c'est l'épicerie locale du centre de ce village de 550 habitants qui, avec le soutien de la commune, est devenue un point-relais proposant l'essentiel des services postaux. Quant au bureau de poste, il a cédé la place à un projet de bar-restaurant.

Mérindol

Juillet 2016, la première Maison de services au public (MSAP) de Vaucluse ouvre à Mérindol. Un espace qui va permettre à ce village du Luberon de près de 2000 habitants de bénéficier de l'ensemble des

Ecrit par le 13 février 2026

services de La Poste (courrier, colis, Banque postale, téléphonie) ainsi d'un accès aux services en ligne de Pôle emploi, de la Carsat (Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail) et de la MSA (Mutuelle sociale agricole). Depuis, 7 autres Maison de services au public ont vu le jour à Cucuron, La Bastide-des-Jourdans, Maubec, Mormoiron, Sablet, Sault et Carpentras.

Suzette

En juin dernier, la commune de Suzette inaugure le restaurant 'Le temps des cerises'. Un projet municipal mené dans le cadre d'une Délégation de service public (DSP) gérée par une association car le restaurant fait partie du domaine public. Après évaluation des différents candidats c'est une commission d'attribution qui a désigné les occupants en fonction de leurs capacités professionnelles, leur expérience et leur solvabilité. Auparavant, il a cependant fallu rénover l'établissement qui a ainsi bénéficié de 31700€ HT de travaux, dont 15500€ apportés par le fonds de concours exceptionnel destiné à soutenir les projets d'investissement de proximité de la Cove (Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin), qui a également appuyé le projet en assurant la maîtrise d'ouvrage de la DSP. Outre le restaurant, cet espace, qui vise à redynamiser le village, propose également des activités de traiteur, des plats à emporter, un coin presse, un dépôt de pain ainsi que des services de proximité. A terme, il accueillera aussi des activités culturelles et festives.

Sainte-Cécile-les-Vignes

La commune a acquis en fin d'année au Conseil départemental de Vaucluse un terrain de 1625m². Une parcelle qui devrait être cédée à un investisseur privé afin d'aménager une station-service, un portique de lavage et un lavomatic.

Mormoiron/Méthamis

Avec la fermeture, depuis le 1er janvier dernier, de la Trésorerie de Mormoiron ce sont près de 12 500 contribuables qui doivent désormais se rendre à la perception de Carpentras. Une situation que dénonce notamment Claude Pagès, le maire de Méthamis (419 habitants), qui s'oppose à cette disparition après celle de la Trésorerie de Sault il y a quelques années déjà. Déplorant la création d'un désert administratif, sa commune a pris une délibération contre cette fermeture et incite les 14 villages dépendant de l'ancien établissement de Mormoiron à faire de même.

Villedieu

En début d'année, la commune a lancé une opération de collecte de fonds via le site internet de la Fondation du patrimoine. Objectif: restaurer la façade du Café du centre, un établissement existant depuis plus de 150 ans. Auparavant, la municipalité a procédé, pour 300000€ à une partie de la rénovation de ce bâtiment qui constitue un élément de dynamisation de l'activité du coeur du village.